



**République Française**  
Liberté Égalité Fraternité

**DG N°25/249**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE  
DE L'ANNÉE 2025**

**ARRÊTÉ PORTANT DÉROGATION AU PRINCIPE DU REPOS DOMINICAL  
DES COMMERCES DE DÉTAIL POUR 2026**

Le Maire d'Aubergenville,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code du travail, et notamment son article L.3132-26,

Vu la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,

Vu les demandes émises par les commerces de distribution sis à Aubergenville, tous secteurs confondus, sollicitant une autorisation d'ouverture les dimanches 11 et 18 janvier 2026, 28 juin 2026, 5 et 12 juillet 2026, 30 août 2026, 6 septembre 2025, 29 novembre 2026 et les dimanches 6 - 13 - 20 et 27 décembre 2026,

Vu la demande d'avis consultatif envoyé par courrier aux organisations syndicales d'employeurs (MEDEF, CPME) et de salariés (CFE-CGC, CFDT, CGT, FO, CFTC) le 1er septembre 2025,

Vu la saisine de la Communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise (CU GPS&O) le 1er septembre 2025,

Vu la délibération du Conseil Municipal n°25-077 du 17 décembre 2025 portant autorisation de déroger au principe du repos dominical dans les commerces de détail, douze dimanches en 2026,

Considérant que le repos dominical peut être ainsi supprimé dans les commerces de détail douze dimanches par an, par décision du maire prise après avis du Conseil municipal,

Considérant que la décision du maire est prise lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale dont la Commune est membre,

Considérant l'avis favorable du Conseil Municipal émis le 17 décembre 2025,

Considérant que l'ouverture de ces commerces le dimanche se justifie en raison de la période des soldes, de la rentrée scolaire et des fêtes de fin d'année,

Considérant que ces ouvertures dominicales exceptionnelles contribuent à l'accroissement de l'activité des établissements concernés, à la vitalité et au dynamisme commercial de la Ville d'Aubergenville,

REÇU EN PREFECTURE

le 18/12/2025

Application agréée E-legalite.com

99\_AR-078-217800291-20251218-ARR25\_249-A

## ARRÊTE

**Article 1** : Dans les établissements qui exercent sur le territoire de la Commune, un commerce de détail, tous secteurs confondus hors hypermarchés (code NAF 47.11F), le repos hebdomadaire qui a lieu normalement le dimanche, peut être supprimé, les dimanches :

- les dimanches 11 et 18 janvier 2026
- le dimanche 28 juin 2026
- les dimanches 5 et 12 juillet 2026
- le dimanche 30 août 2026
- le dimanche 6 septembre 2026
- le dimanche 29 novembre 2026
- et les dimanches 6 - 13 - 20 et 27 décembre 2026.

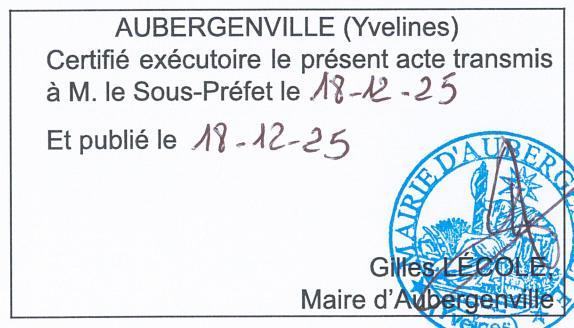
**Article 2** : Les commerçants concernés devront respecter scrupuleusement les dispositions prévues notamment par les articles L.3132-26 à L.3132-27-1 du Code du travail en ce qui concerne la protection de leurs salariés, à savoir :

- la règle du volontariat : Seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche dans le cadre de cette dérogation,
- la contrepartie en termes de majoration de salaire et de repos compensateur : Chaque salarié privé de repos dominical perçoit une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps. Ce repos est accordé, soit collectivement, soit par roulement dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos. Si le repos dominical est supprimé un dimanche précédant une fête légale, le repos compensateur est donné le jour de cette fête.

**Article 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Versailles par voie postale ou par voie électronique (télérecours citoyens, [www.télérecours.fr](http://www.télérecours.fr)) dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de sa publication.

**Article 4** : Le Directeur général des services communaux est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié et dont une ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Commissaire de Police,
- Monsieur le Chef de service de la Police Municipale,
- Monsieur le Préfet.



Fait à Aubergenville, le 18 décembre 2025

Gilles LÉCOLE  
Maire d'Aubergenville

